

# Michel est toujours en crise

Après le conseil des ministres de ce vendredi matin, le Premier a passé sa journée à consulter. Objectif: sortir de l'impasse où le pacte des migrations a mené son gouvernement. Avant de s'envoler pour Marrakech?

**BENOÎT MATHIEU**

**E**t voilà la politique fédérale belge qui replonge dans une de ces crises dont elle a le secret, faites de déclarations parfois un peu musclées, de réunions entre paires d'yeux au nombre variable, de silences et d'attentes, suivis, parfois, d'accélération brusques.

Jusqu'à ce vendredi, même si la pièce jouée était plutôt alambiquée, il était encore permis d'y voir clair. Ce vendredi nettement moins. Reprenons toutefois.

Au cœur de la crise, le pacte de l'ONU pour des migrations «sûres, ordonnées et régulières». Dont le texte final est le fruit d'un processus de deux ans, incluant débats, consultations et négociations à la pelle. Et pour lequel la Belgique était réellement enthousiaste, sans que ne s'élève la moindre protestation. En septembre, c'est bouclé, la Belgique donne son feu vert. Charles Michel s'engage en personne à la tribune des Nations Unies, à New York.

Jusqu'à ce que d'autres pays, dont la Hongrie ou encore l'Autriche, ne se mettent à contester. Réveillant la N-VA et son secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Theo Francken, qui trouvent subitement le texte imbuivable. Pas question que la Belgique soutienne ce pacte. Une trahison et un couteau planté dans le dos de Charles Michel. Qui reste ferme et riposte, faisant intervenir le Parlement. Résultat de la manœuvre? Jeudi soir, la Chambre vote un amendement à une résolution déposée par l'opposition, demandant explicitement au gouvernement fédéral de soutenir le pacte. Et ce, au gré d'une majorité alternative composée de tous les partis, à l'exception de la N-VA, du Vlaams Belang, du PP ainsi que des députés Vuye et Wouters, échappés de la N-VA.

Le Premier ministre peut donc, d'une certaine façon, tenir parole et se rendre à Marrakech, fort du soutien du Parlement, mais pas de son gouvernement. Une entourloupe, certes, mais qui permet, pour l'heure, de conserver la face. À confirmer encore,

mais cette expédition marocaine s'effectuerait à titre privé, «en tant qu'homme».

## Ligne rouge nationaliste

On en est là, ce vendredi matin, quand débute un conseil des ministres. Parce que c'est ainsi: vendredi, c'est conseil des ministres. Le menu est chargé, mais pas crucial non plus. «Un conseil sans beaucoup de difficultés, assure cette source gouvernementale. Avec même des compromis concédés en séance.» Pas sur le pacte, s'entend bien. Du pacte, justement, il sera finalement peu question – il ne figurait même pas à l'agenda. Mais, logiquement, la N-VA demande que le sujet soit abordé. «J'ai mis le point à l'agenda d'un kermis», assure le vice-Premier N-VA Jan Jambon. Une réunion dont le timing reste incertain. Mais pourquoi ne pas avoir abordé directement le sujet lors du conseil en cours?, s'interroge ce ministre. «Cela ressemble à ces amis qui déjeunent ensemble et conviennent qu'ils doivent absolument se voir.»

Mais soit: les membres de la coalition doivent se revoir. Vendredi soir, samedi, ou

dimanche – le flou régnait encore à ce sujet à l'heure d'écrire ces lignes. En tout cas avant dimanche soir et que Charles Michel ne s'envole pour Marrakech. Parce que, pour les nationalistes flamands, le Premier peut bien s'envoler pour le Maroc si cela lui fait plaisir.

Du moment qu'il ne dépasse pas la ligne rouge posée par la N-VA. Qui est claire: pas question de prétendre que le Premier ministre engage son pays. Ne fût-ce que tacitement. «S'il est présent et qu'il se tait, c'est une approbation tacite; il doit dire quelque chose», insiste Jan Jambon. Mais il peut donc exprimer qu'il a reçu un mandat du Parlement belge, pas de son gouvernement. Cela tombe bien, quelque part, puisque telle est l'intention de Charles Michel – il n'a pas dit autre chose à la Chambre ce jeudi. Ah oui, cela va de soi: pas question non plus de s'engager sur un vote de la Belgique en faveur du pacte dans les semaines qui suivent à New York.

En attendant, la journée de vendredi s'écoule dans un certain vague artistique. Le Premier consulte, évidemment. Mais la ten-

sion est palpable entre les partenaires de la suédoise. Vendredi, Theo Francken s'est dit «choqué» par l'attitude des deux autres partis flamands. «Agression et empressement», déplore le secrétaire d'État. Il est vrai que CD&V et Open Vld ne se sont pas montrés tendres, la veille, à la Chambre. Assez logiquement, pourrait-on rajouter: n'est-ce pas la N-VA qui

**«Qu'en est-il du pacte? Pourquoi est-ce si important pour nous? Toutes les questions, toutes les réponses, de première main.»**

**THEO FRANCKEN**  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT

a subitement changé d'avis, plongeant le gouvernement dans une crise dont nul ne peut, pour l'heure, prédire sur quoi elle débouchera? N'est-ce pas la N-VA qui a lancé, mardi, une campagne haineuse et digne de l'extrême droite, avant de la retirer?

MR et N-VA ne sont pas les seuls à se toiser. Theo Francken réclame-t-il sur les réseaux sociaux le retour de la souveraineté de la Belgique et de la Flandre? «Isolationnisme pré-1945», lui rétorque Vincent Van Quickenborne (Open Vld). Ambiance. En attendant, on voit mal la N-VA faire demi-tour. Surtout que Theo Francken a annoncé, toujours sur les réseaux sociaux, tenir une conférence dimanche matin sur le pacte. À Lubbeek, dans son fief. Entrée gratuite, apéritif offert. «Qu'en est-il du pacte? Du gouvernement? Pourquoi est-ce si important pour nous? Toutes les questions, toutes les réponses, de première main.» Voilà qui fera sans doute l'affaire de Theo Francken. Moins celle du gouvernement Michel. Qui traverse à nouveau des heures difficiles, et dont le week-end est placé sous le sceau de l'incertitude.